

ATELIER 4

ACTUALITE JURISPRUDENTIELLE DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

INTERVENANTS :

Dominique PIWNICA, avocat, ancien membre du Conseil de l'Ordre et ancien membre du Conseil national des barreaux

Frédérique BOZZI, ancien conseiller à la Cour de cassation

Claire LEGIER, avocat au barreau de Marseille

PLAN

1

LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

- A) Principe de la notion de PC
- B) La demande de PC : le moment d'appréciation de la disparité

2

LEVALUATION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

- Les critères d'évaluations
- Les critères financiers
 - Les critères humains

3

LE RÉGIME DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

- A) La forme de la PC: l'office du juge
- B) La transmissibilité de la PC

PLAN

4

LA REVISION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE : RÈGLES D'ORDRE PUBLIC

5

LE RECOURS EN REVISION

1

LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA PC

PRINCIPE DE LA NOTION DE PC

LA NOTION DE PRESTATION COMPENSATOIRE

Article 270 du code civil :

Le divorce met fin au devoir de secours entre époux.

L'un des époux peut être tenu de verser à l'autre une prestation destinée à compenser, autant qu'il est possible, la disparité que la rupture du mariage crée dans les conditions de vie respectives. Cette prestation a un caractère forfaitaire. Elle prend la forme d'un capital dont le montant est fixé par le juge.

Toutefois, le juge peut refuser d'accorder une telle prestation si l'équité le commande, soit en considération des critères prévus à l'article 271, soit lorsque le divorce est prononcé aux torts exclusifs de l'époux qui demande le bénéfice de cette prestation, au regard des circonstances particulières de la rupture.

LA NOTION DE PRESTATION COMPENSATOIRE

Civ 2° 29 août 2019 n° 18-14379

LA NOTION DE DISPARITÉ

- **Exigence de disparité** : Civ.1^{ère} 6 novembre 2013 n°12-28605

- **Obligation du juge** : Civ. 1^{ère} 13 février 2019 n° 18-12675

- **Origine de la disparité** :

Civ.1^{ère} 24 septembre 2014 n°13-20695

Civ.1^{ère} 18 décembre 2013 n°12-26541

Civ.1^{ère} 12 juin 2013 n°12-12879

Civ.1^{ère} 13 janvier 2016 n°15-13602

Civ.1^{ère} 11 avril 2018 n°17-18375

Civ.1^{ère} 3 avril 2019 n°18-13.544

Civ.1^{ère} 8 juillet 2020, n° 18-26.101

Civ.1^{ère} 16 décembre 2020, n° 19-20.732

L'APPRÉCIATION DE L'EXCEPTION D'ÉQUITÉ DE L'ARTICLE 270 ALINEA 3 DU CODE CIVIL

Civ.1^{ère} 23 mars 2011, n°10-17153

CA BOURGES 13 février 2014 n°13/00083

CA PARIS Pôle 3 chambre 2 11 mars 2014 n°12/17333

Civ.1 30 avril 2014 n°13-16649

CA PARIS Pôle 3 chambre 2, 13 janvier 2015 n°13/16882

CA NANCY 14 mars 2016

CA DOUAI 12 mai 2016 n°15/03123

Civ.1 24 février 2016 n°15-15424

L'APPRÉCIATION DE L'EXCEPTION D'ÉQUITÉ DE L'ARTICLE 270 ALINEA 3 DU CODE CIVIL

- **Notion d'équité** : *Civ. 1^{ère} 28 février 2018 n°17-11979*
- **Refus d'octroi d'une PC au nom de l'équité** : *Civ. 1^{ère} 6 mars 2019 n°18-14499*

1

LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA PC

LA DEMANDE DE PC : LE MOMENT D'APPRECIATION DE LA DISPARITE

LE MOMENT AUQUEL LE DIVORCE DEVIENT IRRÉVOCABLE : EN CAS D'APPEL

Civ. 2^{ème} 31 mai 2000, n ° 97-16.589, Bull. n ° 92

Civ. 1^{ère} 6 novembre 2013, n ° 12-28.605

Civ. 1^{ère} 15 décembre 2010, n ° 09-15.235, Bull. n ° 263

Civ. 1^{ère} 23 mai 2012, n ° 11-12.813, Bull. n ° 111

Civ. 1^{ère} 6 novembre 2013, n ° 12-28.605

Civ. 1^{ère} 25 juin 2014, n ° 13-18.751

Civ. 1^{ère} 20 Juin 2006, n ° 05-19.245

LE MOMENT AUQUEL LE DIVORCE DEVIENT IRRÉVOCABLE : EN CAS D'APPEL

*Avis de la Cour de cassation, 20 décembre 2017, n° 17-70.034,
Bull. 2017, Avis, n° 12*

Civ 2^{ème} 19 juin 1980, pourvoi n° 79-11.419, Bull. 1980, II, n° 145

*Civ 2^{ème} 11 février 1998, N. Fricero, J.-Cl. Procédure civile, fasc.
900-65, janvier 2018, n° 27. pourvoi n° 96-10.773*

Civ 2^{ème} 13 mai 2015, pourvoi n° 14-13.801

Civ 2^{ème} 19 juin 1980, n° 79-10.821, Bull. 1980, II, no 144

Civ 2^{ème} 20 mars 1991, n° 89-15.297, Bull. 1991, II, n 88

Civ 1^{ère} 9 juin 2021, n° 19-10.550, publié

LE MOMENT AUQUEL LE DIVORCE DEVIENT IRRÉVOCABLE : EN CAS DE POURVOI

Civ 2^{ème} 19 février 1992, n ° 90-20.628, Bull. n ° 57

Civ 2^{ème} 4 juillet 2002, n ° 00-18.092, Bull. n ° 153

Civ 2^{ème} 10 juillet 1991, n ° 89-12.901, Bull. n ° 214

Civ 2^{ème} 2 novembre 1994, n ° 92-17.393, Bull. n ° 8

Civ 2^{ème} 18 mai 2000, n ° 98-17.801, Bull. n ° 81

Civ 1^{ère} 19 avril 2005, n ° 03-13.078, Bull. n ° 192

Civ 1^{ère} 25 octobre 2005, n ° 04-15.573, Bull. n ° 382

LE MOMENT AUQUEL LE DIVORCE DEVIENT IRRÉVOCABLE : EN CAS DE POURVOI

*Civ 2^{ème} 8 juillet 1999, n ° 98-12.398, Bulletin civil 1999, II,
n ° 131*

*Civ 2^{ème} 24 février 1993, n ° 91-18.213, Bulletin 1993 II
n ° 73*

Civ 1^{ère} 8 octobre 2014, n ° 13-21.505

Civ 1^{ère} 19 mars 2014, n ° 13-14.787

Civ 1^{ère} 14 mai 2014, n ° 13-16.247

Civ 2^{ème} 20 juillet 1987, n ° 86-10.198, Bull. n ° 167

Civ 2^{ème} 3 avril 2003, n ° 00-17.949, bull.n ° 90

Civ 1^{ère} 9 juill. 2014, n ° 13-15.709

2

EVALUATION DE LA PC

LES CRITÈRES D'ÉVALUATION

LES CRITERES D'ÉVALUATION

Article 271 du code civil :

La prestation compensatoire est fixée selon les besoins de l'époux à qui elle est versée et les ressources de l'autre en tenant compte de la situation au moment du divorce et de l'évolution de celle-ci dans un avenir prévisible.

A cet effet, le juge prend en considération notamment :

- La durée du mariage;
- L'âge et l'état de santé des époux;
- Leur qualification et leur situation professionnelles;
- Les conséquences des choix professionnels faits par l'un des époux pendant la vie commune pour l'éducation des enfants et du temps qu'il faudra encore y consacrer ou pour favoriser la carrière de son conjoint au détriment de la sienne;
- Le patrimoine estimé ou prévisible des époux, tant en capital qu'en revenu, après la liquidation du régime matrimonial;
- Leurs droits existants et prévisibles;
- Leur situation respective en matière de pensions de retraite en ayant estimé, autant qu'il est possible, la diminution des droits à la retraite qui aura pu être causée, pour l'époux créancier de la prestation compensatoire, par les circonstances visées au sixième alinéa.

LES CRITÈRES FINANCIERS D'ÉVALUATION

Civ. 1^e, 15 décembre 2010, n° 09-15.235

Civ. 1^e, 27 janvier 2021, n°19-24.010

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

- **Les revenus**

Civ 1^{ère} 23 octobre 2013 n°12-22.537

Civ 1^{ère} 22 octobre 2014 n°13-24802

Civ 1^{ère} 28 janvier 2015 n°13-24213

Civ 1^{ère} 11 février 2015 n°14-11547

Civ 1^{ère} 31 mars 2016 n°15-15.753

La réparation d'un préjudice corporel : *Civ 1^{ère} 18 décembre 2013 n°12-29.127*

Le RSA : *Civ 1^{ère} , 9 mars 2011 n°10-11053*

Les droits à la retraite : *Civ 1^{ère} 10 septembre 2015 n°13-15.456*

Civ 1^{ère} 27 juin 2018 n° 17-21919

Les derniers revenus déclarés : *Civ 1^{ère} 2 décembre 2020, n° 19-19.001*

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

• A EXCLURE

Les allocations familiales : *Civ 1^{ère}, 10 janvier 2018 n°16-18.478*

Civ 1^{ère} juillet 2018 n°17-22599

Civ 1^{ère} 5 septembre 2018 n° 17-17660

Civ 1^{ère} 7 novembre 2018 n° 17-28432

Civ 1^{ère} 6 novembre 2019 n° 18-23734

Civ 1^{ère} 2 septembre 2020, n° 19-16.538

Les pensions alimentaires versées au titre du devoir de secours : *Civ 1^{ère} 18 janvier 2012 n°11-13547*

Civ 1^{ère} 4 mai 2017 n°16-19212

Civ1^{ère} 28 février 2018 n° 16-29101

Civ 1^{ère} 3 avril 2019 n° 18-13631

Les loyers perçus au titre du devoir de secours : *Civ.1 15 février 2012, 1^{er} arrêt n°11-14187*

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

- **A EXCLURE**

L'occupation gratuite du domicile conjugal au titre du devoir de secours : *Civ 1^{ère} 29 février 2012 n°11-14872*

Civ 1^{ère} 9 juillet 2014 n°13-21.563

Civ 1^{ère} 15 juin 2017 n°16-19333

Civ 1^{ère} 17 mai 2017 n°16-19039

Civ 1^{ère} 14 mars 2018 n° 17-15991

Civ 1^{ère} 17 avril 2019 n° 17-28301

Civ 1^{ère} 26 juin 2019 n° 18-11354

Civ 1^{ère} 30 septembre 2020 n° 19-19.114

Civ 1^{ère} 18 novembre 2020, n° 19-020.615

Les revenus locatifs procurés par un bien commun : *Civ 1^{ère} 15 février 2012 n°10-20.018*

CA Bastia ch.civ. A 1^{er} avril 2015 n°13/00825

Les revenus locatifs d'un bien immobilier indivis : *Civ.1 10 octobre 2012 n°10-27293*

Civ 1° 10 janvier 2018 n° 16-24736

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

- **A EXCLURE**

Le montant de la pension alimentaire versée pour l'entretien et l'éducation des enfants :

Civ 1^{ère} 6 mars 2013 n°12-16.023

Civ 1^{ère} 13 mai 2015 n°14-14.207

Civ 1^{ère} 13 avril 2016 n°15-18.649

L'allocation compensatrice tierce personne allouée à un enfant majeur :

Civ.1, 7 décembre 2016, pourvoi n°15-28990

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

Les charges :

L'incidence du partage des charges du concubinage : *Civ 1^{ère} 8 mars 2017 n°16-13139*
Civ 1^{ère} 4 juillet 2018 n° 17-20281
Civ 1^{ère} 21 novembre 2018 n° 17-26947
Civ 1^{ère} , 24 juin 2020, n° 19-11.128

La déduction de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants :

Civ 1^{ère} 15 novembre 2017 n°16-20653
Civ 1^{ère} 4 juillet 2018 n°17-20.281
Civ 1^{ère} 11 avril 2018 n° 17-15813
Civ 1^{ère} 11 avril 2018 n° 17-17760
Civ 1^{ère} 19 février 2019, n° 17-27749
Civ 1^{ère} 20 mars 2019 n° 18-12324
Civ 1^{ère} 19 mars 2014 n°13-10478

La pension alimentaire versée par un époux à un ascendant : *Civ 1^{ère} 3 octobre 2006 pourvoi n°05-22095*

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

Les charges :

La prestation compensatoire versée sous forme de rente viagère à un précédent époux :

Civ.1, 20 février 2007 n°06-10763

Les charges relatives aux enfants nés d'une autre union : *Civ 1^{ère} 7 novembre 2018 n°17-26.853*

Le remboursement d'un prêt à la consommation personnel : *Civ 1^{ère} 29 mai 2019 n°18-15184*

Les charges non pérennes : *Civ 1^{ère} 13 février 2019 n°18-12763*

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

Le patrimoine estimé ou prévisible des époux après la liquidation :

Civ 1^{ère} 27 janvier 2016 n°15-12.446

Civ 1^{ère} 28 février 2018 n°17-10.529

Civ 1^{ère} 15 juin 2017 n° 15-23.357

Civ 1^{ère} 29 février 2012 n°11-14244

Civ 1^{ère} 31 mars 2016 n°15-18421

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

Le patrimoine estimé ou prévisible des époux après la liquidation :

Civ 1^{ère} 27 janvier 2016 n°15-12.446

Civ 1^{ère} 28 février 2018 n°17-10.529

Civ 1^{ère} 15 juin 2017 n° 15-23.357

Civ 1^{ère} 29 février 2012 n°11-14244

Civ 1^{ère} 31 mars 2016 n°15-18421

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

Doivent être pris en compte :

Le patrimoine propre des époux: *Civ 1^{ère} 10 octobre 2012 n°11-20929*

Le patrimoine immobilier des époux : *Civ 1^{ère} 7 novembre 2012 n°12-17394*

Le patrimoine reçu par succession : *Civ 1^{ère} 16 décembre 2020, n° 19-20.660*

La nue propriété d'un bien : *Civ.2, 14 juin 1989 n° 88-13257*

Civ.1, 28 février 2006 n° 04-18427

Civ.1^{ère} 6 octobre 2010 n° 09-10989

Civ.1^{ère} 21 novembre 2012 n° 11-14.777

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

En régime de communauté :

Civ. 1^{ère}, 3 mars 2021 n°20-11.063
Civ 1^{ère}, 25 mai 2016 n° 15-18.573
Civ 1^{ère}, 22 mars 2017 n° 16-14.332
Civ 1^{ère} 21 sept. 2016 n° 15-14986
Civ 1^{ère} 5 septembre 2018 n°17-20.174
Civ 1^{ère} 26 juin 2019 n° 18-11354
Civ 1^{ère} 17 octobre 2019, n° 18-19.261
CA Bastia, 1^{er} avril 2015 n°13/00825
Civ 1^{ère} 4 janvier 2017 n° 16-10.407
Civ 1^{ère} 31 mars 2016 n° 15-18065
CA Riom 28 mars 2017 n° 16/00755

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

Le droit à récompense : *CA Rennes 28 avril 2017 n° 15/05954*

Disparité et contribution aux charges du mariage : *Cour de cassation, Civ 1° 20 novembre 2019 n° 18-22107*

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

En régime de séparation de biens :

L'existence de créances entre époux : *CA PARIS 14 février 2013 n°08/04841 Pôle 3 Chambre 3*

La créance fiscale : *Civ 1^{ère} 19 mars 2002 n°00-11238*

Civ 1^{ère} 5 novembre 2014 n°13-22605

Les donations : *Civ 1^{ère} 26 octobre 2011, n°10-25.078*

La PC n'a pas vocation à rétablir une parité : *Civ.1 18 décembre 2013 n° 13-10170*

Civ.1 8 juillet 2015 n° 14-20.480

Civ.1 31 mars 2016 n° 15-13.400

Civ.1, 11 mai 2016 n° 15.17943

LES CRITERES FINANCIERS D'EVALUATION

Ne pas prendre en compte :

La vocation successorale : *Civ. 1^{ère} 6 octobre 2010, pourvoi n° 09-10.989*
Civ. 1^{ère} 23 octobre 2013 n°12-24.391
Civ. 1^{ère} 16 février 2022 n°12-20.362

Les perspectives de versement d'une pension de réversion : *Civ 1^{ère}, 6 octobre 2010 n° 09-15.346*

Disparité qui trouve sa source dans les choix faits pendant le mariage : *Civ. 1^{ère} 31 mars 2010 n°09-13811*

LES CRITERES HUMAINS D'ÉVALUATION

- **L'état de santé des époux**

- **La durée du mariage** : *Civ 1° 7 novembre 2018 n° 17-26443*

- **Les sacrifices professionnels :**

Incidence des choix de vie : CA Aix en Provence : 15 juin 2017 n° 16-05413

CA Nîmes : 20 septembre 2017 n° 2017-021052

CA Paris : 14 avril 2016 n° 2016-007169

CA Paris 9 mai 2017 n°15/00755

CA Versailles chambre 2, section 1, 2 avril 2015 n°14/00594

Civ 1^{ère} 20 avril 2017 n°16-14739

LES CRITERES HUMAINS D'ÉVALUATION

- Présomption liée à la présence d'enfants :

CA Angers : 22 mai 2017 n° 15/03673

CA Lyon 20 mai 2016 n° 14/07610

CA Chambéry : 20 juin 2017 n° 16-01418

CA Saint Denis de la Réunion : 19 avril 2017 n° 15-01651

CA Versailles : 2 février 2017 n° 15-08038

Besoins spécifiques d'un enfant : *CA Paris : 20 juin 2017 n° 15-02719*

CA Rennes : 28 février 2017, n°14/10160

CA Versailles : 18 mai 2017 n° 16-01154

LES CRITERES HUMAINS D'ÉVALUATION

- Présomption liée à la présence d'enfants :

CA Angers : 22 mai 2017 n° 15/03673

CA Lyon 20 mai 2016 n° 14/07610

CA Chambéry : 20 juin 2017 n° 16-01418

CA Saint Denis de la Réunion : 19 avril 2017 n° 15-01651

CA Versailles : 2 février 2017 n° 15-08038

Besoins spécifiques d'un enfant : *CA Paris : 20 juin 2017 n° 15-02719*

CA Rennes : 28 février 2017, n°14/10160

CA Versailles : 18 mai 2017 n° 16-01154

LES CRITERES HUMAINS D'ÉVALUATION

Civ 1^{ère} 8 juillet 2010, n°09-66186

Civ 1^{ère} 18 janvier 2012 n°10-27287

3

LE RÉGIME DE LA PC

LA FORME DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE JUDICIAIRE

PRINCIPE : LA PRIMAUTÉ DU CAPITAL

- **Versement en numéraire**
 - Principe : versement immédiat

Article 274 du code civil

Civ. 1^{ère}, 12 mai 2004, n° 02-16574

Civ 1^{ère}, 20 septembre 2006, n° 04-17743

Civ 2^{ème} 15 mars 2001 n° 98-18.057,

Civ. 1^{ère}, 14 décembre 2004, pourvoi n° 02-14.914

Civ. 1^{ère}, 17 octobre 2007 n° 06-20.271

PRINCIPE : LA PRIMAUTÉ DU CAPITAL

- **Versement en numéraire**
 - Subsidiairement : versement échelonné

Article 275 du code civil

Primauté sur l'emprunt : Civ. 1^{ère}, 5 décembre 2018, n° 17-27746

Pouvoir d'appréciation du juge : Civ. 1^{ère}, 22 mars 2005, n° 02-18648 ;
Civ. 1^{ère} 15 avril 2015, n° 14-12375
Civ., 5 décembre 2018, n° 17-27746

PRINCIPE : LA PRIMAUTÉ DU CAPITAL

- **Versement en capital**

Article 274 2° du code civil

Article 1080 du code de procédure civile

Par abandon de biens : *Cons. Const. 13 juillet 2011, n° 2011-151 :*

CEDH 10 juillet 2014, req. N° 4944/11

Civ. 1^{ère} 28 mai 2014, n°13-15760 ;

Civ. 1^{ère} 5 novembre 2014, n°13-22740 ;

Civ. 1^{ère} 15 avril 2015, n°14-11575 ;

Civ. 1^{ère} 8 juin 2016, n°14-29630 ;

Civ. 1^{ère} 4 juillet 2018, n°17-22645

PRINCIPE : LA PRIMAUTÉ DU CAPITAL

Abandon de biens en usufruit :

Civ. 2^e 29 novembre 1989, n^o 88-11481

Civ. 2^e, 23 novembre 1994, n^o 93-12704

Prestation compensatoire et procédure collective :

Com 16 janvier 2019, n^o 17-16334

Cass, Com. 20 octobre 2021, n^o 20-10710

PRINCIPE : LA PRIMAUTÉ DU CAPITAL

Prestation compensatoire mixte :

Article 275-1 du code civil

Civ., 8 février 2001, pourvoi n° 99-11.553;
Civ. 1ère, 17 janvier 2006, pourvoi n° 04-17.160;
Civ. 1ère, 23 mai 2012, pourvoi n° 11-11.702;
Civ. 1ère, 25 mars 2009, pourvoi n° 08-13.816.

EXCEPTION : LA RENTE VIAGÈRE

Article 276 du code civil

Civ.1ère, 7 novembre 2012, pourvoi n° 11-10.449,

Civ.1ère, 6 octobre 2010, pourvoi n° 09-15.346,

Civ.1ère, 8 juillet 2010, pourvoi n° 09-15.946

Civ 1ère, 18 janvier 2017, n° 16-10400

3

LE RÉGIME DE LA PC

LA TRANSMISSIBILITÉ DE LA PC

LA TRANSMISSIBILITÉ DE LA PC

Article 280 et 281 du code civil

Civ. 1^{ère}, 4 novembre 2015, n^o 14-20383

4

LA REVISION DE LA PC

REVISION DE LA PC : REGLES D'ORDRE PUBLIC

LA RÉVISION DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

- Civ, 1^{ère} 19 septembre 2007, pourvoi n^o 06-20.193*
- Civ 1^{ère} 28 juin 2005, pourvoi n^o 04-13 527*
- Civ 1^{ère} 8 juin 2016, pourvoi n^o 15-19.892*
- Civ 1^{ère} 27 juin 2018, pourvoi n^o 17-20.181*
- Civ 1^{ère} 3 novembre 2004, pourvoi n^o 02-18.509, bull. n^o 240*
- Civ 1^{ère} 19 avril 2005, pourvoi no 03-15.511, bull.n^o 194*
- Civ 1^{ère} 25 juin 2008 no 07-14 209, bull. n^o 180*
- Civ 1^{ère} 3 novembre 2004, Bull. n^o 240*
- Civ 1^{ère}, 19 juin 2007 pourvoi no 06-13.086, bull. n^o 243*

5

LE RECOURS EN REVISION

LE RECOURS EN REVISION

LE RECOURS EN REVISION

2^e Civ., 12 février 2004, bull. II, no 64, pourvoi no 02-11.913

2^e Civ. , 28 avril 1980, bull. II, no 93, pourvoi no 78-14.784.

2^e Civ., 10 mars 1988, bull. II, no 63, pourvoi no 85-15.073

2^e Civ., 2 juillet 1986, bull.II, no 83, pourvoi no 85-11614

2^e Civ., 21 mars 1979, bull. no 93, no 77-14.051

2^e Civ., 14 mai 1997, bull. no 146, no 95-13.343

2^e Civ., 25 juin 1997, no 95-14.569

2^e Civ., 17 mars 1983, bull no 83, no 82-10120 ; 2^e Civ., 2 octobre 1985, no 84-10 303 ;

1^{re} Civ., 5 janvier 1999, bull. no 11, no 96-22.914

2^e Civ., 4 mars 1992, pourvoi no 90-20.339

2^e Civ. 12 juin 2008, pourvoi no 07-15.962

2^e Civ. 21 février 2013 no 12-14.440 , bull no 40

LE RECOURS EN REVISION

2^e Civ. , 27 juin 2002, pourvoi no 99-14.709

1^{re} Civ., 8 mars 2003, pourvoi no 03-19.604

2^e Civ., 15 janvier 2004, pourvoi no 02-11.729

2^e Civ. 13 octobre 2005, pourvoi no 03-20.000

2^e Civ., 4 juillet 2007, bull. no 198, pourvoi no 06-18.335

2^e Civ., 22 février 2007, bull. No 43, pourvoi no 05-18.829

2^e Civ., 11 mars 2010, pourvoi no 09-11.809

1^{re} Civ., 1^{er} octobre 2014, pourvoi no 13-20.574

CONCLUSION : L'INDISPENSABLE LOYAUTÉ



L'INDISPENSABLE LOYAUTÉ

1re Civ., 11 juillet 2006, pourvoi no 05-20.898

1re Civ., 2 mars 2004, pourvoi no 02-15.284

1re Civ., 23 mai 2012, pourvoi no 11-17.279

2e Civ., 21 février 2002, pourvoi no 99-13.035

1re Civ., 3 novembre 2004, pourvoi no 03-17.891

1re Civ., 26 juin 2013, pourvoi no 12-23.139

Crim., 29 septembre 2009, pourvoi no 09-81.070

1re Civ., 4 juillet 2018, pourvoi no 17-13.611, 17-20.077

1

MERCI À TOUS POUR VOTRE PARTICIPATION À CET ATELIER !





ÉTATS GÉNÉRAUX

DU DROIT DE
LA FAMILLE &
DU PATRIMOINE

18^{ÈME} ÉDITION